

Des causes de la radicalisation aux pistes de prévention

Altay Manço et Murat Gülver¹

Le terrorisme est l'un des problèmes les plus préoccupants de notre époque qui met en danger les États, les populations et les valeurs démocratiques. Bien qu'il ne cause pas autant de victimes que les accidents de circulation (en Europe), il sème une grande peur.

Si le terrorisme est protéiforme et répond à de nombreuses définitions, (1) des références idéologiques, (2) une capacité d'organisation (recrutement, renseignement, financement, équipement) et (3) l'usage de la violence en constituent les principaux composants. Il est enraciné très loin dans l'histoire.

Le terrorisme est, au 20^e siècle, plutôt inspiré par des idéologies d'extrême gauche ou l'anticolonialisme. Depuis les années 60, il est de plus en plus motivé par des points de vue séparatistes et identitaires, voire d'extrême droite. Toutefois, une de ses formes les plus courantes est d'inspiration religieuse. Cette dernière renvoie à l'instrumentalisation de la religion — et, de nos jours, de l'islam — pour des objectifs politiques.

Des causes de la radicalisation

La décision de verser dans le terrorisme varie d'une personne à l'autre, même si certaines matrices communes peuvent être décelées dans les argumentaires. Le profilage des personnes susceptibles d'être influencées par le discours des terroristes est une étape importante pour la lutte. Il est toutefois impossible de dresser un profil commun aux terroristes à motif religieux à travers le monde, trop de facteurs affectent les membres potentiels de ces organisations : origine, place dans l'histoire et le système politique du pays concerné, place dans le système d'éducation et qualité de ce dernier, compréhension du message religieux, caractéristiques de l'éducation religieuse, conditions socio-économiques de l'individu et de sa région, etc. Selon la plupart des théories criminologiques, la famille, l'école, les pairs et la communauté en général sont des acteurs de premier plan en matière de prévention de la criminalité et de socialisation des jeunes. Par ailleurs, de nombreuses études ont montré que l'éducation augmente la résistance face à la criminalité.

La radicalisation renvoie à l'adoption progressive d'un système de croyances extrémistes en lieu et place d'opinions modérées et généralement admises, capables de cohabiter avec d'autres formes de pensées. La radicalisation devient un problème lorsque les radicaux utilisent des moyens antidémocratiques et affichent la volonté d'utiliser, appuyer ou alimenter la violence et la peur comme une façon d'imposer des changements politiques dans la société.

De la radicalisation au terrorisme

On décrit la radicalisation en trois phases : (1) l'auto-identification (s'associer à des personnes ayant des vues similaires) ; (2) l'endoctrinement ou la fanatisation (l'intégration dans une cellule) ; (3) le passage à l'acte violent ou l'utilisation délibérée de la contrainte et de la peur en vue d'atteindre un objectif politique (terrorisme).

Il serait erroné de voir dans les organisations terroristes de simples groupes de psychopathes. Ce sont des entreprises politiques capables de mobilisation, de recrutement et d'intégration, dotées d'une hiérarchie et de règlements, ainsi que d'une production doctrinale. Elles vivent des luttes de pouvoir. Tous les membres traversent une procédure d'intégration. Les organisations terroristes développent par définition des formes de fonctionnement fermées et secrètes : n'y entre pas qui veut. Dès qu'une personne est intégrée à la cellule, elle doit être isolée du reste du monde : on ne sort pas quand on veut. Les organisations prennent toutes les mesures possibles pour empêcher que des informations ne soient divulguées sur leur fonctionnement. Le recrutement en vue du terrorisme est une des activités stratégiques des organisations extrémistes : l'organisation peut cibler des personnes qui possèdent les caractéristiques adéquates et tenter de les radicaliser, ou contacter des personnes déjà radicalisées, afin de les attirer vers le groupe.

Le terrorisme correspond à l'emploi systématique de techniques extrêmement violentes, sans limites ni lois, à haute valeur symbolique, comme moyen de pression politique sur toute ou partie d'une société afin d'en briser la résistance. Il est spécifiquement destiné à produire la « visibilité » d'une cause et des effets psychologiques qui touchent un cercle plus large que la ou les victimes (non-combattants civils) directes. Si la définition objective du phénomène est généralement technique et apparemment indifférente à la cause que le terrorisme prétend soutenir, la définition subjective, à l'inverse, est nécessairement relative puisque commandée par les intérêts ou les représentations des acteurs. On parle, en effet, d'une asymétrie des forces en présence (« l'arme des pauvres ») : le terroriste sans scrupules des uns est la guérilla de la liberté des autres...

¹ Une analyse sur base de la publication M. GÜLVER, A. MANÇO, "Causes de la radicalisation à travers le recrutement du Hizbullah turc : quelles pistes de prévention ?", *Revue Internationale de CRIMINOLOGIE et de POLICE Technique et Scientifique*, v. 2016, n° 1, Genève, p. 19-60.

Quant au terrorisme à motif religieux, il correspond à l'utilisation de l'idéologie religieuse par les organisations terroristes pour des objectifs politiques : une des variantes les plus anciennes et, actuellement, les plus agissantes du terrorisme. Si les musulmans n'ont pas le monopole de la violence, le terrorisme islamiste revient à utiliser la religion musulmane comme une identité politique. Ils utilisent les sources principales, le Coran et les hadiths, mais exclusivement de façon à y appuyer leurs interprétations. Ils profitent de l'absence d'une structure hiérarchique susceptible de codifier l'interprétation du Coran. Ils y recherchent des justifications à leurs actions pour éviter le conflit interne. Bien que les principes de la religion musulmane interdisent de se suicider, de tuer des innocents, d'autres musulmans, les extrémistes justifient les attentats en déclarant que leurs auteurs agissent au nom de leur foi et que ce sont des martyrs. C'est le détournement du djihad ou la lutte essentiellement intérieure et immédiate pour encourager le bien et s'interdire le mal vers une dimension offensive, à l'origine mineure ou non urgente. Les cadres motivent les membres par le rêve du paradis, tandis que leurs buts politiques sont évidents ; les adhérents motivés par la religion le sont aussi par des considérations matérielles. On soutient que le terrorisme est le produit d'une identité collective formée au cours des ans par des jeunes endoctrinés à la haine à travers une interprétation de textes sacrés rejetée par la vaste majorité de la population.

Le fait que la cible de l'endoctrinement soit principalement des jeunes (qui représentent par ailleurs la « force d'une société ») n'est pas un détail : la jeunesse est un moment de recherche d'identité et de position sociale où les idéologies jouent un rôle central. La dynamique des organisations terroristes est de type sectaire (isolement) : grâce à l'appartenance au groupe, l'identité collective finit par remplacer l'identité de l'individu et lui impose sa conduite : il commettra des crimes lorsqu'il entrera dans un processus d'interprétation où, progressivement, la norme deviendra la transgression de la loi.

Ces dernières décennies, le terrorisme de l'IRA a tué en Europe plus de dix fois que le terrorisme islamiste et, dans le monde, le terrorisme islamiste tue plus de dix fois plus de musulmans que de non-musulmans.

Vers un modèle dialectique du recrutement terroriste

La recherche qui a inspiré cette analyse distingue deux périodes de recrutement dans le cas de groupes islamistes. La première est contemporaine de la fondation des groupes terroristes considérés. La mobilisation y concerne des solidarités préexistantes et le contact individuel : les liens claniques, la similitude des lieux de naissance et le passage dans certaines associations... Il n'est pas rare de compter plusieurs membres d'une même famille qui militent pour la même structure (« l'époque des pères »). La deuxième période s'actualise dans des lieux publics, notamment des cafés, librairies, écoles coraniques et mosquées, où des jeunes isolés sont pris en charge par l'organisation lors d'activités de propagande. Elle nécessite la complicité de groupes de pairs, d'imams autoproclamés, etc. (« l'époque des pairs »). Il est important de considérer si un lieu de culte brasse des personnes de divers horizons socio-économiques, ethniques, géographiques, etc., de même considérer si plusieurs générations d'une même famille la fréquentent. Ce sont d'ordinaire des critères importants qui distinguent ces lieux d'autres qui n'attirent qu'une seule génération (jeunes) et des personnes sans emploi, exclues, etc. La seconde figure (souvent des formations de récente date) est davantage susceptible de se radicaliser que la première.

La soumission à une propagande intensive de la part de l'organisation facilite la décision de participer aux activités terroristes, pour la première phase : les individus développent une identité criminelle dans un environnement où des comportements déviants sont évalués par leurs proches significatifs (« toute la fratrie en faisait partie... ») et servent d'éléments de valorisation pour l'acteur. Pour la seconde phase, il s'agit d'introduire les notions de complicité et de « guide » dans la mesure où le recrutement massif touche des individus socialement vulnérables parce qu'en délien clanique (immigrés, exilés, étudiants, orphelins, chômeurs, sans ressources, décrochés scolaires, exclus sociaux, faible estime de soi, célibataires, délinquants...), dans une ville qui leur paraît étrangère. Pour la majorité des terroristes, devenir membre d'un groupe est un motif dominant : ils ont ainsi l'impression de faire partie d'un ensemble, ce qui leur donne un sentiment d'appartenance, de confiance et d'estime de soi, ainsi que le sentiment d'œuvrer pour une cause. Intervient, en suite, l'isolement imposé par le groupe terroriste où l'identité collective donne un nouveau ressort aux membres. Peu à peu, la dimension collective devient plus importante que la part personnelle de l'identité. Le jugement et le comportement individuels sont fortement influencés par une puissante dynamique de groupe. En conséquence, le groupe terroriste devient la seule source d'information et de sécurité. Cette situation débouche, in fine, sur des passages à l'acte.

Les problèmes socio-économiques influencent la population non seulement sur le plan matériel, mais également sur le plan psychologique. Il est donc possible de motiver les passages à l'acte par les difficultés économiques, comme l'affirment également certaines approches journalistiques : les organisations terroristes sont généralement formées des individus dépourvus de capitaux économiques et ouverts à la provocation contre l'autorité, parce que s'estimant exclus ou exploités. Ce type de problèmes peut conduire l'acteur au désespoir et les organisations terroristes ou sectaires guettent ces personnes vulnérables afin de les manipuler. Mais la pauvreté n'est pas le seul facteur déclenchant la vulnérabilité. Si les problèmes sociaux tels que l'inégalité et

L'injustice sont un terreau pour le terrorisme, la réduction de la pauvreté matérielle n'est pas capable à elle seule de prévenir le terrorisme, puisqu'il faut tenir compte d'autres facteurs comme l'éducation, l'égalité des genres, etc.

Si le terrorisme n'est pas non plus une conséquence directe du manque d'instruction. Les recherches insistent pour une lecture qualitative du niveau de formation : l'enseignement a-t-il été réellement suivi ? Sanctionné par un diplôme ? Les cours étaient-ils assurés ? Par un personnel compétent ?...

Le lien entre religion et délinquance aussi doit être sondé. On ne constate pas d'association entre religiosité et criminalité. La menace de sanctions surnaturelles et la promesse de récompenses paradisiaques sont des éléments religieux qui favorisent en principe les comportements normatifs. La religion est un moyen dans les mains des terroristes qui transforment un combat politique et socio-économique en guerre de religion, tout comme les nationalistes le transforment en lutte identitaire. On constate que ces dimensions psychosociales ont un grand pouvoir de mobilisation. C'est dans cette manipulation idéologique que se renverse le sens de la récompense ou de la punition qui surviendraient après la mort : si la lutte est sacrée, l'ennemi est n'est plus un enfant du Dieu et le crime devient rédemption. La logique de la lutte change : un acte terroriste religieux ne doit pas être considéré comme « une tactique visant à atteindre un objectif immédiat, rationnel, précis ou stratégique, mais un événement spectaculaire censé impressionner par sa portée symbolique. »

Étapes de la justification de l'usage de la violence

En synthèse, voici un modèle de recrutement idéologique. Le processus de radicalisation et de justification de la violence se réalise en quatre étapes :

- (1) L'individu souffre de privations socio-économiques, politiques, culturelles ou religieuses ;
- (2) Il compare ses conditions et attentes, développe une vision relative de ses frustrations et humiliations, intègre un groupe « attractif » et rompt son isolement, se rebiffe et commence à en vouloir aux groupes ou structures qui l'empêchent de rencontrer à ses besoins ;
- (3) Il se fixe sur un responsable désigné pour tous ces problèmes ;
- (4) Il cible et passe à l'acte violent contre les responsables de ses maux.

Ce modèle tient compte, à la fois, d'une sphère sociopsychologique et d'une sphère sociopolitique. À chacune des étapes, intervient l'organisation terroriste, comme un catalyseur, afin d'identifier les individus en souffrance (1), agiter la sensibilité populaire, la soif de revanche et/ou offrir des avantages matériels et psychologiques (2), créer un sentiment de communauté/désigner un adversaire (3) et, enfin, précipiter le passage à l'acte (4). Dans ce processus dialectique, il convient de noter que c'est l'organisation terroriste qui, in fine, décide d'incorporer, d'orienter et d'utiliser le candidat.

Quelles recommandations pour la prévention ?

L'analyse nous oriente vers sept mesures sociopolitiques et éducatives générales qui ont pour but de prévenir les éventuelles radicalisations au sein de larges groupes de la population. Elles concernent tant les organismes d'éducation et d'éducation permanente, au sens large, que les services de sécurité avec lesquels ils s'agit de trouver les termes d'une coopération.

1. **Refuser l'amalgame entre islam et terrorisme.** Cela commence notamment par la définition d'une terminologie qui refuse les raccourcis. Ainsi, les groupes rigoristes qui refusent la violence ne peuvent pas être confondus avec des terroristes. Il est nécessaire de les intégrer dans des réseaux visibles de débat et d'information au risque de renforcer le sentiment d'exclusion et donc le degré de radicalisation réactive de leurs membres.
2. **Renforcer la démocratie et liberté religieuse.** Cela passe également par l'assurance d'une sécurité pour les citoyens, quelle que soit leur orientation philosophique : l'équilibre entre sécurité et liberté est primordial. Notre réflexion suggère que les interdictions et discriminations qui pèsent sur la pratique religieuse doivent être levés afin de réduire le sentiment de rejet qui a motivé de nombreux adhérents du mouvement : il faut dire non à une radicalisation inverse.
3. **Améliorer la qualité de la formation religieuse.** Ceci constitue une des conditions qui permettent aux religions d'agir pour la paix. L'analyse de l'actualité montre l'importance de l'information et de l'éducation religieuse et des espaces qui leur sont dédiés dans la trajectoire de certains terroristes.
4. **Améliorer la qualité de l'éducation formelle et informelle.** Il s'agit de la généralisation du point précédent. Le terrorisme trouve souvent son terreau dans la pauvreté, les injustices, le désespoir et les inégalités qui rendent la vie sociale problématique. Une formation, un emploi, des activités extrascolaires de qualité peuvent être un cordon de sécurité pour les jeunes. Ces initiatives renforceront l'autonomie, l'estime de soi, les aptitudes et le sentiment de sécurité. En matière de gouvernance, cela passe par l'investissement dans des écoles et structures pour jeunes, dans les régions en difficulté, mais aussi par la stimulation des investissements privés voués à développer des activités économiques. La

mobilisation des organisations de la société civile pourrait contribuer à combler les lacunes, soutenir les jeunes, leur éviter l'isolement, produire des outils pédagogiques innovants, etc. Ces suggestions rappellent qu'au-delà de l'éducation permanente, la famille a une importance capitale dans les processus de prévention. L'encadrement socio-éducatif doit miser sur les nouvelles générations et installer peu à peu des mécanismes de supervision familiale (dont la force est inversement proportionnelle à la taille de la famille et à la possibilité de recourir à l'aide des ascendants et collatéraux, voire des professionnels de l'éducation), ceci sans négliger l'amélioration des conditions d'existence générales des familles, de scolarisation et d'emploi des jeunes, et le renforcement démocratique des institutions locales et nationales.

5. **Établir des partenariats entre différentes institutions pour la prévention.** C'est une des conditions de réussite du vaste chantier annoncé dans le paragraphe précédent. Le partenariat est un mode d'action collective, interdisciplinaire et transversale. Il évoque que la prévention du crime est l'affaire des institutions publiques, des organisations communautaires, du secteur privé et des citoyens dans leur ensemble. C'est une stratégie de responsabilisation de l'ensemble de la société. Dans le domaine de la lutte contre le terrorisme à motif religieux, la partie opérationnelle est certes confiée aux policiers, mais la partie idéologique et éducative est souvent délaissée. Dans le cadre d'un partenariat, les universités, les ONG et la police pourraient, par exemple, développer une plus grande lisibilité des conditions et des espaces de radicalisation. En lien avec les préconisations précédentes, un assouplissement des conditions de collaboration entre les forces de l'ordre et les institutions ou communautés religieuses, entre autres, pourra donner lieu à la mise au point d'outils d'analyse et de communication autour du discours extrémiste.
6. **Mettre en œuvre une police de proximité.** C'est une stratégie au long cours afin de contribuer à l'événement d'une police plus humaine, plus efficace et plus démocratique. La police de proximité et les communautés locales doivent collaborer pour définir les problèmes, les risques et y trouver des solutions communes avant que des situations ne dégénèrent, ce qui contribue à la qualité de la vie en général. Cela implique de la part de la police un recrutement local et la maîtrise des langues des populations concernées, une attitude proactive, une approche systémique dans un partenariat multidisciplinaire. Ces changements majeurs au sein de la police nécessitent à tout le moins une évolution des mentalités (notamment : « arrêter de considérer la force comme l'unique réponse possible face au terrorisme ») et des cadres institutionnels, ainsi que des efforts conséquents de formation (et pas uniquement pour les policiers), notamment à l'interculturalité. Une des concrétisations peut être la présence plus courante de la police dans les lieux d'éducation scolaire, informelle et religieuse, dans un rôle d'information et de sensibilisation ou de solidarisation, comme cela commence déjà à s'appliquer dans le domaine de la prévention routière et en matière d'addictions.
7. **Évaluer la prévention de la radicalisation religieuse.** Cette étape à envisager avec des méthodes adéquates et diversifiées est la suite logique des propositions précédentes. La clé du succès réside sans doute dans l'énergie avec laquelle les divers groupes professionnels et communautaires mentionnés ici interagiront afin de pérenniser une politique de prévention.